



LES FRANÇAIS FACE AUX TRAVAUX DE RÉNOVATION : *Ressentis, intentions, arbitrages et financement*

DOSSIER DE PRESSE ÉTUDE

Septembre 2026

Observatoire Habitant-Consommateur 2026 du Club de l'Amélioration de l'Habitat, réalisé par Audrey Valin, sociologue au sein du cabinet ACTES, et TBC Innovations.

Enquête menée en avril 2026 auprès de 1 500 propriétaires occupants et propriétaires bailleurs du parc résidentiel privé.

Ce lundi 7 septembre, lors d'un [webinaire dédié](#), le Club de l'Amélioration de l'Habitat a présenté les résultats de son enquête « Rénovation et financement des travaux des propriétaires du parc résidentiel privé ».

Une photographie fine des comportements et attentes des Français « habitants-consommateurs », concourant à dessiner des clés d'action éclairantes pour accélérer la massification de la rénovation et l'adaptation du logement.

Cet été 2026 l'a à nouveau démontré : la rénovation performante du parc résidentiel français est urgente. Adaptation au changement climatique, avec en première ligne le confort d'été, réduction des consommations d'énergie et de l'impact carbone, amélioration du cadre de vie et des fonctionnalités pratiques des logements ..., les enjeux sont connus.

Cependant, dans un contexte de tension économique, d'incertitude sociale, de transition démographique et politique, les ménages se réfugient trop souvent dans une posture attentiste. Or, ils constituent le maillon central d'une massification possible de la rénovation du logement.

Comment accompagner, faciliter et déclencher leur passage à l'acte ?

Pour répondre à cette question, dans le cadre d'une action publique efficiente, il s'agit de mieux comprendre leurs motivations, leurs freins et le regard qu'ils portent aujourd'hui sur l'écosystème associé. C'est l'objectif de l'Observatoire Habitant-Consommateur 2026 du Club de l'Amélioration de l'Habitat, réalisé par Audrey Valin, sociologue au sein du cabinet ACTES, et TBC Innovations. Une enquête menée en avril 2026 auprès de 1 500 propriétaires occupants 🏠 et propriétaires bailleurs 🏢 du parc résidentiel privé.

Principaux enseignements...

● Une motivation fortement axée sur l'embellissement

Qu'ils en aient déjà effectués ou qu'ils en aient l'intention, les Français, quels que soient leurs revenus, entreprennent essentiellement des travaux de rénovation dans un objectif d'embellissement. Chez les propriétaires occupants, cette motivation apparaît majeure pour :

- 70 % de ceux ayant déjà réalisé des travaux, devant l'amélioration du confort énergétique, citée par 58 % des répondants ;
- 48 % de ceux envisageant d'en réaliser, là encore devant l'amélioration du confort énergétique, citée par 31 % des répondants.

La volonté d'embellissement est majoritaire mais la notion de confort, répondant plutôt aux travaux de fond, reste un objectif important.

Chez les propriétaires bailleurs, les motivations sont plus dispersées, mais l'embellissement demeure le levier principal de passage à l'acte pour :

- 46 % de ceux ayant déjà réalisé des travaux, devant la nécessité (panne, réparation, vétusté...), citée par 42 % des répondants ;
- 33 % de ceux envisageant d'en réaliser, devant l'amélioration du confort énergétique, citée par 24 % des répondants.

Pour des raisons de coût, des travaux correspondant plus à des actions ponctuelles que s'inscrivant dans un projet global.

Les travaux de rénovation se font le plus souvent au fil de l'eau. C'est particulièrement le cas chez les propriétaires occupants (69 %), et dans une moindre mesure, chez les propriétaires bailleurs (58 %).

Cette logique domine quel que soit le bien, même si les appartements favorisent un peu plus les bouquets de travaux (39 % v/s 31 % en maison).

Le premier facteur expliquant ce séquençage est le coût de la rénovation globale, jugé trop élevé par 76 % des propriétaires occupants et par 61 % des propriétaires bailleurs. Ce frein dépasse largement toutes les autres problématiques de contraintes (durée et lourdeur du chantier, disponibilités des professionnels...).

Les propriétaires percevant leur bien comme un investissement sont moins enclins à envisager de le rénover que ceux l'associant à de l'affect ou du patrimoine.

En dehors des travaux déjà réalisés ou envisagés, la rénovation énergétique constitue l'horizon commun

Lorsqu'on leur demande s'ils aimeraient, dans l'absolu, améliorer l'efficacité énergétique de leur logement, 75 % des propriétaires occupants répondent favorablement, dans un objectif principal de réduction des dépenses de chauffage. Cette motivation prime sur les besoins plus spécifiques de confort d'hiver (61 %) ou d'été (57 %), ainsi que sur la valeur patrimoniale du bien (49 %).

C'est également le cas pour les propriétaires bailleurs (54 %), bien que les concernant, la préservation voire l'augmentation de la valeur patrimoniale soit un objectif quasiment tout aussi important (51 %).

En réponses spontanées, les besoins de travaux exprimés se concentrent sur l'isolation (15 % des répondants), les pièces d'eau (12 %) et l'adaptation / accessibilité (11 %).

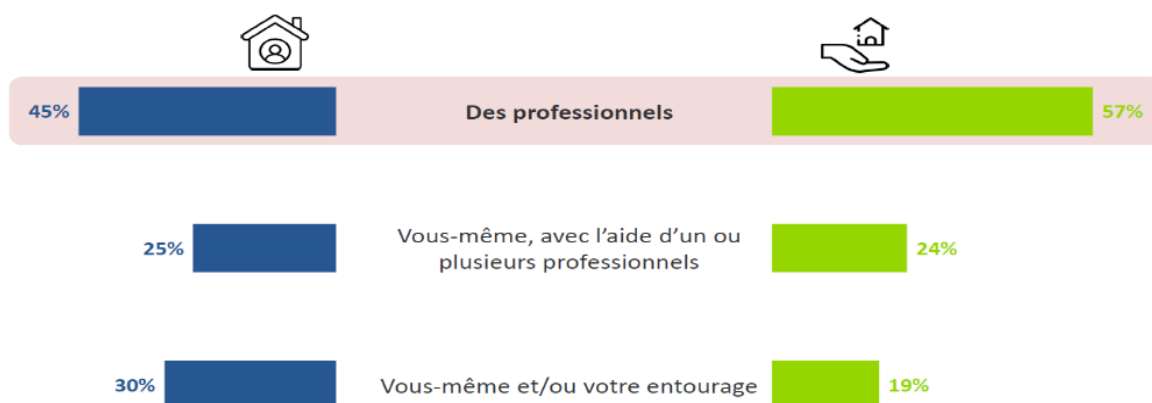
Faire faire ou faire soi-même, le recours au professionnel majoritaire

Les propriétaires bailleurs sont globalement plus enclins à faire appel à un professionnel pour réaliser leurs travaux, mais ce choix prévaut également chez les propriétaires occupants :

Opérateurs des travaux pour les propriétaires en ayant déjà réalisés :



Opérateurs des travaux pour les propriétaires envisageant d'en réaliser



Ce recours aux professionnels est d'abord motivé par la recherche de compétences (69 % des propriétaires occupants, 65 % des propriétaires bailleurs). La confiance à leur égard reste d'ailleurs élevée.

La réalisation de travaux par soi-même répond avant tout à un arbitrage budgétaire, plus qu'à un simple plaisir (75 % des propriétaires occupants v/s 67 % des propriétaires bailleurs).

Priorité aux solutions de financement les plus simples et les plus lisibles

Les options de financement les plus connues et utilisées sont les solutions les plus classiques :

- Le prêt personnel travaux, déjà utilisé par 30 % des propriétaires occupants et 31 % des propriétaires bailleurs ;
- Le financement intégré à un achat immobilier, déjà utilisé par 21 % des propriétaires occupants et 21 % des propriétaires bailleurs.

Viennent ensuite d'autres solutions bancaires, notamment celles rémunérant directement les artisans en charge les travaux.

Une forte attente en termes d'aides, de maîtrise des coûts et de simplification, sur fond d'attachement durable au logement

À quelques mois des élections présidentielles de 2027, les attentes en matière de politique du logement sont multiples mais claires :

Base : A tous

	Ensemble	Propriétaires occupants	Propriétaires bailleurs
Plus d'aides financières au logement / à la rénovation	25%	25%	24%
Dispositifs pour adaptation au vieillissement / au changement climatique	20%	20%	20%
Faciliter l'accès au logement et ouvrir la voie vers la propriété	17%	16%	22%
Baisse de la fiscalité immobilière	11%	10%	13%
Protection des propriétaires / lutte contre les squats et les impayés	7%	3%	16%
Politique du logement plus volontariste / plus concrète	5%	5%	3%
Assouplissement des normes	4%	2%	10%

Surtout des CSP+ entre 35 et 49 ans

	Ensemble	Propriétaires occupants	Propriétaires bailleurs
Soutien à l'investissement locatif	4%	2%	10%
Encadrement ou baisse des loyers	4%	2%	8%
Contrôle des professionnels du bâtiment	2%	2%	2%
Aucune attente / NSP	27%	30%	17%
Hors sujet	11%	12%	9%

Notamment du DPE chez les bailleurs

Les verbatims associés sont tout aussi précis. Ainsi par exemple :

- « Des aides plus élevées. Le contrôle des devis et de la facturation des artisans. »
- « Des aides stables dans le temps, non remises en cause chaque année, voire en cours d'année »
- « Des aides pour tous les budgets pour la rénovation énergétique. Pas seulement réservées à de bas salaires. »
- « Plus de considération pour les propriétaires bailleurs qui proposent un logement sur le marché tendu de l'immobilier, avec les risques que cela comporte, notamment les impayés, les squats et les charges de plus en plus importantes. »
- « Réhabiliter les logements vacants et vieillissants. Mettre des aides en place pour aider les propriétaires à faire des travaux pour une meilleure isolation et économie énergétique. »



L'analyse du Club de l'Amélioration de l'Habitat

Cette enquête livre des informations essentielles pour comprendre les mécanismes décisionnels réels en matière de rénovation. Elle confirme notamment l'idée que les enjeux varient en fonction du statut du donneur d'ordre.

Pour le propriétaire occupant, les besoins et types de travaux évoluent en fonction de la configuration familiale, de l'âge, des moyens disponibles... Pour le propriétaire bailleur en revanche, les motivations sont plus souvent liées à l'attractivité du bien, aux obligations réglementaires, fiscales...

Pour autant, certains réflexes ou problématiques relient les deux profils : le séquençage des travaux lié au coût de la rénovation globale, l'attente largement partagée d'aides financières et de simplicité ou encore la performance énergétique comme horizon commun, sans omettre les nouveaux défis climatiques et démographiques qui s'imposent à tous.

Les stratégies publiques et privées doivent s'appuyer sur ces différences et ces similarités pour une action collective réellement efficace, pérenne et porteuse de fruits.

Visionner le replay du webinaire - Étude disponible sur demande

A propos du Club de l'Amélioration de l'habitat

Fondé en 1992, le Club de l'Amélioration de l'habitat regroupe les acteurs publics et privés de la filière entretien-rénovation du parc résidentiel français.

- Sa mission : **MESURER – COMPRENDRE – AGIR** pour dynamiser le marché de la rénovation-entretien.
- Son objectif : mieux appréhender les tendances d'évolution et discerner les mécanismes de motivation conduisant à la réalisation de travaux au profit de la qualité de vie des habitants et de la performance environnementale du bâti résidentiel.
- Ses outils :
 - Des études et enquêtes singulières livrant une photographie fine, conjoncturelle et sociologique du marché, au niveau des professionnels et des usagers.
 - Des groupes de réflexion dédiés aux grands enjeux – techniques, économiques, démographiques et environnementaux du secteur.
 - Des rendez-vous fédérateurs pour agir collectivement au profit d'une priorité : dynamiser les activités d'entretien-rénovation, au service de l'intérêt général.

En savoir plus : cah.fr

Contact presse :

Agence Le Bonheur est dans la Com' - 01 60 36 22 12 - launay@bcomrp.com – fitoussi@bcomrp.com